

# Pour une écologie politique du temps

**Alain Coulombel,**

Professeur,

Conseiller régional Rhône-Alpes « Europe Ecologie »

Pour expliquer l'ébranlement du monde actuel et la crise du capitalisme, il est devenu presque banal d'évoquer la crise de la temporalité. Jamais époque n'aura donné lieu à autant de déclarations ou d'essais théoriques sur la crise du temps. Culte de l'urgence, gestion à flux tendus, stress, absence de projet à long terme, vacuité du temps des loisirs, apologie du changement et de la vitesse de réaction... toute notre temporalité semble s'affoler. Plus largement, la dématérialisation de l'économie, sa financiarisation, la montée de l'incertitude et de la complexité, l'augmentation des risques ou l'éclatement du tissu social s'expliqueraient et se traduiraient par une altération générale de notre rapport au temps. Qu'avons-nous fait du temps ?

L'approche stratigraphique du temps, illustrée par les travaux de K.Pomian, considère que le temps n'est pas un mais pluriel et que cette pluralité constitue « une architecture, un système stratifié dont les différentes strates (...) proviennent d'époques différentes, leurs positions respectives traduisant l'ordre de leur émergence ». D'une autre manière, toute la sociologie contemporaine des temps sociaux repose sur l'analyse des différents temps sociaux, chaque groupe social cherchant à imposer sa propre représentation du temps. Dès lors « la structure des temps sociaux s'organise autour d'un **temps dominant** qui structure et polarise l'ensemble des temps sociaux autour de sa propre structure ». Si, comme nous le supposons, le temps réel est devenu ce temps dominant, polarisant et organisant autour du seul présent, l'ensemble des activités du corps social ; comment expliquer le peu d'intérêt, voire l'indifférence des politiques à ces questions pourtant vitales ?

Dans son dernier livre d'entretien intitulé « L'administration de la peur », P.Virilio évoque la propagation contemporaine de la peur et la tentation des Etats de faire de celle-ci un élément de leur gestion politique (à travers la fusion des politiques sécuritaires et des politiques sanitaires). Or cette diffusion de la peur est en partie liée aux technologies du temps réel. L'instantanéité et la vitesse contractent l'espace et transforment les modalités de notre être au monde. La pression temporelle qui s'exerce avec toujours plus d'insistance sur les différentes facettes de l'action humaine, « déstabilise le rapport à l'activité des hommes entre eux, dans le délai qui est celui de la réflexion, et cela au profit du réflexe conditionné à quoi l'émotion conduit ». Démocratie d'émotion (ou capitalisme pulsionnel chez B.Stiegler) contre démocratie d'opinion. On ne s'étonnera plus, dès lors, de l'impuissance des politiques qui soumis, eux aussi, à la pression du court-termisme, répondent en « bricolant » à la synchronisation planétaire des émotions face aux catastrophes réelles ou potentielles. Quand la politique devrait être un art du long terme et de l'espacement, l'urgence et la proximité transforment l'action publique en réaction immédiate.

La gestion, par les pouvoirs publics, de la campagne de vaccination contre la grippe H1N1, est à cet égard emblématique. Pressés de répondre et d'anticiper l'affolement potentiel de nos concitoyens face à la vitesse de propagation du virus, les pouvoirs publics réagissent en testant, grandeur nature, un dispositif sécuritaire et sanitaire sans précédent : Gymnases et écoles réquisitionnés, complexe pharmaceutique tournant à plein régime, tickets de vaccination, campagne de propagande dans les médias...

La vitesse et son accélération, l'émotion, le rétrécissement des distances façonnent notre environnement socio-politique et nous n'y prenons qu'insuffisamment garde. Aucune philosophie politique, aucune organisation ne s'intéresse sérieusement à ces questions. Nous continuons à penser le monde à travers le prisme des problématiques issues du XIX<sup>e</sup> siècle et de l'analyse historique (temps linéaire, chronologique, progressif) quand il faudrait évaluer nos propositions à l'aune de l'accélération du réel et de la fin de la géographie (non de l'histoire). Terre trop petite. Abolition des distances. Compression du temps. Comment répondre à cet état d'urgence ? Comment desserrer l'étau du temps réel ? Comment élargir nos marges, s'espacer de nouveau ? Quelles réserves d'inutilité se donner à nouveau ? Comment ralentir et dénouer ce monde de flux et de réseaux ?

Il y a là des questions éminemment politiques plus importantes peut-être que la raréfaction des ressources naturelles ou les déséquilibres économiques car « nous n'avons accès à nous-mêmes et à notre monde qu'en tant que nous sommes institués symboliquement dans notre identité » (C.Lefort). Or le monde « réel », parce que tendu vers la seule opérationnalité, défait toute intermédiation symbolique qui pourrait ralentir le cours des choses, mettre à distance, désencarter (créer de l'écart).

Ces questions, l'écologie politique doit à nouveau les poser et faire de celles-ci le « noyau » de ses propositions. Plus que l'endettement public ou la crise financière, c'est la pression temporelle qui nous menace. C'est elle qui justifie, déjà, la société de contrôle qui, çà et là, se dessine.